

tensions cycliques et inachèvement

La fin de la colonisation française a aussi été une véritable bouffée d'oxygène pour la Kabylie car son surcroît démographique a pu se déverser sur Alger et sa région ; sa population adulte masculine, souvent scolarisée, a pendant une quinzaine d'années, facilement pu y trouver travail et logement. Ces «soutapes de sécurité» n'existent plus : l'émigration de masse vers la France est arrêtée depuis 1974 et Alger est une mégalopole surpeuplée où sévissent chômage et crise aiguë du logement. Les nouvelles générations kabyles ne peuvent plus trouver le salut ailleurs. C'est sans doute ce qui explique la radicalisation de la protestation en Kabylie en 2001 avec le mouvement des archs et l'importance accordée à la dimension socio-économique : la plateforme d'El-Kseur et son explicitation expriment clairement une remise en cause de la légitimité même du pouvoir central et de son action globale, notamment au plan socio-économique.

Une situation politique très particulière et en recomposition sur le plan politique, la radicalisation de 2001 et les formes nouvelles d'organisation qui sont apparues en cette occasion doivent certainement aussi être reliées au contexte politique local (et national). Depuis 1963, la Kabylie présente une sociologie politique spécifique : tous les tests électoraux — même ceux de la période du parti unique — font apparaître un comportement particulier, fortement distinct de celui du reste du pays. Des taux d'abstention exceptionnels, souvent très majoritaires, des résultats faibles, voire insignifiants pour les partis gouvernementaux (FLN, RND) et islamistes (FIS, Hamas...) et pour les candidats officiels de tous types (élections à l'assemblée nationale, à la présidence de la République).

Inversement, pendant longtemps les deux partis politiques sociologiquement «kabyles», le FFS et le RCD, ont exercé une hégémonie très marquée sur la région. Ces deux partis politiques kabyles ont une histoire et des positions très différentes qui en ont fait «les frères ennemis de la Kabylie» ; le FFS, parti «historique» de la Kabylie (créé en septembre 1963), soudé par la personnalité emblématique d'Aït-Ahmed, est resté un parti d'opposition, très critique vis-à-vis de «l'Algérie des généraux» et des gouvernements qui s'en sont suivis. Il s'est opposé à «l'interruption du processus électoral de décembre 1991/janvier 1992», lors de la victoire électorale du FIS et a régulièrement œuvré en faveur de solutions politiques «nationales» intégrant l'ensemble des acteurs politiques, y compris les islamistes.

Le RCD, né dans le mouvement d'ouverture politique de 1989, autour d'un noyau de militants de la culture berbère, dont les principaux appartenaient à l'origine au FFS, a adopté une ligne et une volonté de collaboration implicites avec le pouvoir (de Chadli, puis des généraux, puis de Bouteflika, premier mandat).

Le RCD a d'ailleurs appelé à/et a appuyé «l'interruption du processus électoral de 1991/1992» et s'est, tout au long de la décennie 1990, impliqué dans le combat gouvernemental contre les islamistes ; il a soutenu Bouteflika et participé au gouvernement lors de son premier mandat. D'un côté donc, un parti historiquement «oppositionnel» et à ancrage plutôt populaire, le FFS ; de l'autre, un parti proche de certaines sphères gouvernementales (aile dite «éradicatrice et moderniste»), recrutant plutôt parmi les élites kabyles (cadres supérieurs), le RCD. A partir de 1989 (date de création du RCD), les deux partis se sont livrés une lutte acharnée pour le contrôle de la Kabylie et des populations kabyles.

La division et ses séquelles ont été profondes dans une région qui jusque-là avait été

caractérisée par une assez grande unité d'action et de réaction.

Par ailleurs, l'action des deux partis peut être considérée comme un échec et a certainement été vécue comme tel par l'essentiel de la population kabyle : ni la ligne oppositionnelle du FFS, ni la ligne collaborationniste du RCD n'ont permis un quelconque renforcement de la position politique de la Kabylie dans l'échiquier national, ni ne lui ont apporté un quelconque bénéfice social ou économique, bien au contraire. Divisions et concurrence virulente sur le terrain, échec politique au niveau global, discrédit des chefs expliquent probablement l'irruption en force de nouveaux acteurs en 2001 et la marginalisation des organisations politiques classiques. C'est aussi dans ce contexte que doit être replacé l'apparition en juin 2001 d'un nouveau mouvement politique favorable à une large autonomie de la Kabylie, sur un modèle fortement inspiré par l'expérience catalane (le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, fondé par le chanteur Ferhat, figure de proue de la revendication berbère depuis la fin des années 1970). Cette idée d'autonomie de la Kabylie apparaît en fait dans le débat intellectuel et politique algérien dès le début des années 1990, mais elle reste alors une simple réflexion isolée d'intellectuels ⁽¹⁰⁾.

Au cours du XX^e siècle, les élites kabyles, dans le contexte de la domination coloniale, se sont intégrées dans les enjeux politiques nationaux algériens ; elles ont contribué de manière décisive au combat national algérien, qu'elles ont, pour une très large part, conçu, structuré et porté. Pendant la période de lutte nationaliste, les Kabyles se sont mobilisés au profit de l'objectif national qu'était l'indépendance de l'Algérie.

Il est certes difficile d'apprécier l'impact du courant autonomiste dans la mesure où il ne s'est pas constitué en parti politique se soumettant au suffrage des électeurs ⁽¹¹⁾.

Néanmoins, on ne peut exclure, vu le cul-de-sac global dans lequel est engagée la Kabylie et l'impuissance évidente des forces politiques locales classiques à donner des perspectives à la région, que ce courant se développe et s'impose comme alternative d'avenir pour la région. En tout cas, on constate que si le mouvement des Archs et ses principaux leaders se sont interdit tout discours de type ethnique ou autonomiste ⁽¹²⁾, ils ont développé de manière constante une stratégie d'opposition frontale avec l'Etat central ; autrement dit, si le programme (la plateforme d'El-Kseur) n'est pas autonomiste, on a bien affaire à une approche politique de rupture, faisant réponse à une répression inouïe ; configuration qui a sans aucun doute approfondi dans les consciences le fossé entre la Kabylie et l'Etat central.

Cette dernière expérience tragique apparaît donc plutôt de nature à renforcer le courant autonomiste.

5. Affirmation identitaire berbère et interruption nationale : une double dynamique contradictoire.

Si l'on considère l'histoire politique de la région sur la durée, il semble bien que depuis les années 1930, la Kabylie est traversée par deux dynamiques socioculturelles qui parfois convergent, parfois s'opposent, mais qui ne parviennent pas à se constituer en une synthèse stabilisée permettant un projet et une action politiques cohérents, susceptibles de s'imposer en tant que force crédible et efficace sur l'échiquier algérien. D'où une situation chaotique, marquée à la fois par la récurrence des crises ouvertes et l'incapacité à s'imposer dans le jeu politique : dans toutes ces crises depuis 1962, la Kabylie a été durement réprimée, n'a pas

obtenu la satisfaction de ses revendications et en est ressortie affaiblie. D'un côté, la référence identitaire berbère imprègne en profondeur la société kabyle et suscite l'engagement durable d'élites culturelles et politiques et celui de la grande majorité de la population. Mais cet engagement reste essentiellement culturel («Nous avons notre langue et notre culture») et identitaire («Nous ne sommes pas Arabes mais Berbères»). De l'autre, depuis les années 1930, les élites politiques kabyles, les minorités agissantes locales ont toutes intégré l'horizon national algérien : le discours et les objectifs politiques se veulent «nationaux», malgré un ancrage social et des réseaux militants exclusivement régionaux et kabyles. Même la revendication linguistique n'est pas présentée et défendue comme le droit d'un groupe minoritaire ou d'une région, à préserver et à développer sa langue et sa culture, mais comme la reconnaissance d'un élément du patrimoine culturel national commun. Pour expliquer ce paradoxe apparent, il faut revenir à l'histoire politique du mouvement national algérien, à l'histoire et à la sociologie des élites kabyles. Au cours du XX^e siècle, les élites kabyles, dans le contexte de la domination coloniale, se sont intégrées dans les enjeux politiques nationaux algériens ; elles ont contribué de manière décisive au combat

national algérien, qu'elles ont, pour une très large part, conçu, structuré et porté.

Pendant la période de lutte nationaliste, les Kabyles se sont mobilisés au profit de l'objectif national qu'était l'indépendance de l'Algérie ⁽¹³⁾. En 1948-1949, lors de la fameuse «crise berbère», l'essentiel de l'élite politique kabyle a refusé de choisir le camp berbère et a privilégié l'unité autour du combat pour l'indépendance, laissant ainsi la voie libre à l'arabo-islamisme.

Dès 1962, les Kabyles et la Kabylie ont constitué l'essentiel de l'opposition démocratique au régime autoritaire d'Alger.

L'insurrection armée du FFS en 1963, initiée au nom du combat pour la démocratie, s'est, presque immédiatement, retrouvée limitée à la seule Kabylie et dénoncée par le pouvoir d'alors comme tentative sécessionniste. Après le «Printemps berbère» de 1980, les défenseurs de la langue et de la culture berbères de Kabylie se sont toujours efforcés d'inscrire leur revendication et leur action dans le cadre d'une démarche démocratique de portée nationale : Tamazight et liberté d'expression, Tamazight et démocratie ⁽¹⁴⁾. Même sur le strict plan de la langue, le mot d'ordre «Berbère, langue nationale et officielle», repris par tous les courants politiques kabyles, place d'emblée la langue et la culture berbères comme un élément du patrimoine commun, indivis, de la Nation ⁽¹⁵⁾.

Après 1989, avec l'adoption de la Constitution qui a mis fin au règne du parti unique, les deux partis politiques à ancrage sociologique kabyle — le FFS et le RCD — se sont expressément inscrits dans une perspective nationale et la revendication linguistique et culturelle berbère n'est pour eux qu'un aspect particulier d'un positionnement plus global. Et les archs ont reconduit en 2001 cette ligne «nationale», en refusant l'évidence d'un ancrage social exclusivement kabyle.

La configuration idéologico-politique qui prédomine en Kabylie est donc très différente

de celle que connaissent le Kurdistan, la Catalogne ou le Pays basque : en Kabylie, il existe indiscutablement une très forte conscience culturelle et identitaire, mais il n'existe pas de conscience nationale kabyle, ou du moins celle-ci est-elle encore embryonnaire et/ou incertaine. Cette situation très particulière a probablement deux causes fondamentales, l'une historique, l'autre sociologique : la première, évoquée précédemment, tient à ce que les élites kabyles contemporaines se sont constituées dans le cadre de la lutte anti-coloniale et que l'horizon nationaliste algérien balise complètement leurs conceptions politiques depuis plus de 75 ans. La seconde est une détermination lourde, transhistorique même, liée à l'extériorité idéologique et intellectuelle des élites kabyles par rapport à leur société d'origine. Nous ne parlons pas d'extériorité culturelle — les acteurs peuvent conserver une immersion socioculturelle parfaite dans leur région et le groupe d'origine —, mais bien d'extériorité intellectuelle et idéologique. Tous leurs instruments de compréhension du monde et de construction de leurs projets propres sont exogènes : ils leur viennent de l'Ecole moderne, de l'Etat, de l'Occident, de l'arabo-islamisme, du marxisme ou de tout autre système idéologique. Leurs normes et références intellectuelles ne résultent jamais d'une construction endogène, d'un processus cumulatif produit par et au sein de leur société d'origine.

Chez les élites kabyles (et berbères en général) de tous types, la langue de formation et de travail, les lieux de formation légitimes sont toujours reliés à un ailleurs allogène, dominant et surévalué : arabe, français..., école coranique, école de la République française, universités étrangères... Par voie de conséquence, les élites kabyles ont toujours construit leurs projets en référence à ces centres politiques, intellectuels, idéologiques exogènes ; les projets politiques ne sont pas construits sur des aspirations ou des dynamiques internes à la société locale mais toujours sur la base d'un horizon extérieur, considéré comme seul légitime parce que plus «universel». On est, structurellement, dans une logique de dévalorisation du local, du régional, vécu comme rural, attardé, non élaboré, au profit de références reconnues plus universelles : l'islam, l'Etat-nation, le marxisme, la «modernité»... Au fond, les élites kabyles (et berbères) ne sont quasiment jamais les élites «naturelles» de la société dont elles sont issues, mais presque toujours les relais des pôles idéologiques dominants. Etrangères à elles-mêmes, les élites kabyles cherchent, depuis des décennies, dans «l'ailleurs» la légitimité et l'universalité et préfère le «mythe lointain» à la «modeste réalité d'ici».

Ce qui en fait des adversaires relativement faciles pour l'Etat central. Malgré la violence et la récurrence des affrontements avec l'Etat central, la situation de la Kabylie est donc très éloignée de celle du Kurdistan ou, dans un contexte méditerranéen plus proche, de celle de la Catalogne. Et l'avenir de la région reste très incertain.

S. C. et S. D.

(*) S. Chaker est professeur de berbère à l'Inalco (Paris) ; S. Doumane, docteur d'Etat, spécialiste en économie régionale de la Kabylie, enseignant chercheur à la faculté d'économie de Tizi-Ouzou, il était chargé de cours à l'Inalco. Ce texte a également bénéficié d'une contribution documentaire de Dahbia Abrous, maître de conférences à l'université de Béjaïa.

Nous tenons à remercier les auteurs, Salem Chaker et Saïd Doumane pour nous avoir accordé l'autorisation de reprendre l'article.

[6] Comme se complait à l'écrire la grande presse française, toujours friande «d'exotisme et de dissidence berbères».

[7] Le point de départ politique de cet anti-berbérisme qui traverse tous les courants des nationalismes maghrébins est la fameuse affaire du «Dahir berbère» de 1930 au Maroc.

[8] Au mieux, on admettra comme la Charte nationale amendée de 1985, que «les Algériens sont des Berbères que l'islam a arabisés» !

[9] Echec patent si l'on considère les conditions de vie réelles de la population et son environnement global et non les réserves en devises de l'Etat !

[10] Notamment sous la plume de S. Chaker, dans la presse algérienne et française : *Liberté* (Alger), 21 et 22 février 1995 ; *Le Monde*, 11 juillet 1998 ; *Le Matin de Kabylie*, 11, 14 et 15 octobre 2001. Ses prises de positions sont réunies dans un petit opuscule :

Réflexions pour l'autonomie de la Kabylie, Paris, Tamazgha, juillet 2001, 33 p.

[11] Il semble que les autorités l'en ont expressément dissuadé en brandissant la menace d'une interdiction immédiate, la loi algérienne interdisant la constitution de partis politiques sur des bases régionales, ethniques ou linguistiques.

[12] Certains, comme B. Abrika (un des principaux animateurs des Archs), ont même pris explicitement position contre l'idée d'autonomie (*La Kabylie qui résiste*. Entretiens avec Belaid Abrika, réalisés par S. Kaced & M. Ourad, Alger, Editions SAEL-Liberté, 2002).

[13] Sur cet aspect, voir par exemple, les témoignages très explicites de Hocine Aït-Ahmed.

[14] Voir la plateforme de Yakouren (Algérie. *Quelle identité ?* : 1981 - Paris, lmedyazen. [Actes du séminaire de Yakouren, août

1980) ou les différentes prises de positions du Mouvement culturel berbère au cours des années 1980, notamment dans Tafsut.

[15] Les tenants de cette ligne ne se rendent pas compte qu'ils ont une position très proche de celle de l'Etat central qui affirme que «le berbère n'est pas la propriété des berbérophones ou d'une région particulière, mais une composante du patrimoine culturel national» et qu'à ce titre, il revient à l'Etat de décider du statut et du traitement qui doivent lui être réservés ; cette position est explicitée dans le décret de création du Haut Commissariat à l'amazighité du 28 mai 1995 ; elle a très clairement été réaffirmée par le Président Bouteflika le 13 octobre 2002 à Tiaret : «Ce patrimoine est la propriété indivisible de tous les Algériens, il ne faut pas l'utiliser à des fins politiques ; nous sommes musulmans, arabes et arabo-berbères !».